



Révision du Plan local d'urbanisme :

## RECUEIL DES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES (PPA)

---

*VU POUR ETRE ANNEXE AU DOSSIER D'ENQUÊTE  
PUBLIQUE PORTANT SUR LA REVISION GENERALE DU  
PLAN LOCAL D'URBANISME*



## 1. Rappel législatif

Les Personnes Publiques Associées (PPA) sont définies aux articles L. 132-7, L. 132-9, L. 132-10 et L.153-16 du code de l'urbanisme :

- l'État (préfecture),
- la région,
- le département,
- l'autorité organisatrice prévues à l'article L. 1231 -1 du code des transports,
- l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat,
- les organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux,
- la chambre de commerce et d'industrie territoriale,
- la chambre de métiers,
- la chambre d'agriculture,
- les syndicats d'agglomération nouvelle,
- les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes du territoire objet du plan lorsque ce territoire n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale.

Page | 3

À la liste de PPA ci-dessus, s'ajoutent par l'article L. 132-12 du code de l'urbanisme :

- les présidents des EPCI voisins compétents, des maires des communes voisines,
- les associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement ainsi que des associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite

Ont également été saisis :

- la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) au titre des articles :
  - L.142.4 et L.142-5 du code de l'urbanisme concernant les ouvertures à l'urbanisation (sujet pour lequel le Préfet est saisi par ailleurs pour recueillir son accord) ;
  - L.153-16 et L.153-17 du code de l'urbanisme concernant la réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers et de l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritimes concernant les moyens de contribuer à la limitation de la consommation d'espaces naturels, forestiers et agricoles ;
  - L.151-12 du code de l'urbanisme concernant les possibilités d'extensions des constructions à usages d'habitation et des annexes en zones A et N.
- la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) Conformément à l'article 121-27 du code de l'urbanisme, afin de recueillir son avis concernant les évolutions des EBC dans le cadre de la révision du PLU.
- la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) pour avis par les autorités en charge d'autoriser des projets, d'arrêter des plans et programmes ou d'approuver des documents d'urbanisme au titre des articles L. 122-1 V et L. 122-7 du code de l'environnement et L. 104-1 et suivants du code de l'urbanisme.

## 2. Avis reçus

En vertu de l'article R. 153-4 du code de l'urbanisme, les personnes consultées en application des articles L. 153-16 et L. 153-17 donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois après transmission du projet de plan. A défaut de réponse dans ce délai, ces avis sont réputés favorables.

Dans les délais impartis aux PPA, la commune de Menton a accusé réception des avis suivants, consultables dans le présent dossier :

- l'Etat (la préfecture) ;
- le Département ;
- la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française (CARF) ;
- la Chambre d'Agriculture ;
- L'ASPONA ;
- la CDPENAF ;
- la CDNPS ;
- la MRAe.

Le présent dossier expose également *l'arrêté préfectoral n°2025-341* portant dérogation au principe d'urbanisation limitée prévue par l'article L.142-4 du Code de l'urbanisme.